Fondation Jean Jaurès

Démocratie

DES GESTICULATIONS À CONTRETEMPS DE L'ORDRE INTERNATIONAL QUI ÉMERGE

Catherine Fraissinet, Henry Olivier

23/05/2011

Face aux défis de la mondialisation, la politique étrangère française a adopté une posture défensive et réactive, à contretemps de l'histoire. Incapable de concilier ses ambitions et ses moyens, obnubilée par le court terme et les coups médiatiques, la politique de la France est devenue erratique, entraînant l'Europe dans son sillage.

Les grands équilibres de la seconde moitié du XXe siècle achèvent de se rompre. Dans notre espace mondialisé, multipolaire et en constante évolution, seule une approche globale, prospective et pensée sur le temps long, permettrait l'élaboration d'une stratégie internationale à l'épreuve des défis du XXIe siècle.

Or, par bien des aspects, la politique étrangère sarkozienne semble avoir privilégié le nombrilisme. Nicolas Sarkozy a régulièrement sacrifié la crédibilité internationale de l'Europe à des coups d'éclat médiatiques (cessez-le-feu en Géorgie, réformes économiques), non suivis d'effets. Incapable de faire vivre l'Europe politique, la préférence du président Sarkozy pour l'action intergouvernementale s'est révélée stérile.

A l'échelle mondiale, la taxation des bonus tant vantée se limite à une simple démarche moralisatrice de l'économie, pour mieux renoncer à la réguler. Faute de projet pour l'Europe, l'UE apparaît comme l'homme malade de l'économie globale : lenteurs de la réforme bancaire, marche à reculons vers le gouvernement économique…

Le retour de la France dans l'OTAN, sans aucune contrepartie ou marge de manoeuvre, au détriment de l'Europe de la Défense, est un autre exemple du dénigrement de l'Europe par le président Sarkozy, que les divisions entre Etats membres ne permet pas de justifier.

Nicolas Sarkozy privilégie la posture. Il annonce ainsi la fin d'une mondialisation où les acteurs du marché imposent leur loi, sans réflexion de fond, donc sans évidemment qu'une politique, appuyée sur une véritable stratégie, naisse de ces prises de position tonitruantes. La nécessité de repenser la mondialisation en profondeur est pourtant un poncif sarkozien…

Ces éléments rendent notre politique étrangère complexe à déchiffrer. Les gesticulations

présidentielles ne semblent s'épanouir que dans l'immédiateté de la crise (Géorgie, Cote d'Ivoire, Libye), dans le but d'entretenir une image de volontarisme et de dynamisme auprès de l'électorat. Cette composante électoraliste, est perceptible dans le relativisme décomplexé et « l'occidentalisme » sous-jacents dans l'approche française, notamment au Moyen-Orient et en Afrique, à contrecourant des enjeux de la transition en cours. Ainsi, depuis 2007, la politique étrangère de la France est d'abord au service de l'image intérieure du président. Cette situation a été bien résumée par Jean-Christophe Cambadélis : « Sarkozy est partout, la France nulle part ! » Ainsi, le volontarisme affiché dissimule en réalité un manque de stratégie qui consiste à attendre la prochaine crise pour tirer les leçons d'une interdépendance de plus en plus étroite.

La faillite de ses principaux projets, telle l'Union pour la Méditerranée, intuition pertinente mais dont la gestion fut trop personnelle et désinvolte, démontre l'inadéquation entre les ambitions du président et la conduite de sa politique étrangère.

La « rupture » sarkozienne a mis la France à contretemps de son environnement géopolitique. Il nous faut jeter les bases d'une nouvelle politique étrangère, moins arrogante, plus européenne, et qui refera de la France un médiateur et un catalyseur. Elle doit construire une véritable politique d'influence, en tirant partie de son réseau et de ses outils (action culturelle extérieure) pour retrouver cette voix singulière, crédible et utile. C'est ce défi qu'il faut désormais être prêt à relever.